

Somme toute, le Canada est une puissance du Pacifique. Les événements survenant dans le Pacifique seront encore plus important pour le Canada à l'avenir qu'ils ne le sont aujourd'hui.

D'autres pays du Commonwealth ont fermement appuyé les mesures prises par les États-Unis au Vietnam. L'Australie y a envoyé des troupes et la Nouvelle-Zélande songe à faire de même, si je comprends bien. Je ne dis pas que nous devrions imiter leur exemple dans la conjoncture actuelle. Nous ne devrions pas envoyer d'hommes, mais nous devrions manifester beaucoup plus clairement que nous ne l'avons fait jusqu'à maintenant, que nous souscrivons aux mesures prises à cet égard par les Américains. Comme je l'ai signalé, le Canada est une puissance du Pacifique. A mon avis, le gouvernement actuel a, dans une large mesure, négligé de tenir compte de la position du Canada dans le Pacifique et de ses rapports avec les autres pays de cette région. Il est temps que le Canada ait une politique du Pacifique. Je parle, il va sans dire, de l'océan Pacifique. Nous constituons un pays important dans ce secteur mais nous n'y avons jamais exercé d'influence. Peut-être n'avons-nous jamais eu l'occasion de le faire, mais comme le Sud-Est asiatique est en proie aux conflits, non seulement le Vietnam mais d'autres pays, nous devrions jouer, dans cette partie du monde, un rôle plus important que celui que nous avons tenu jusqu'à maintenant et nous devrions appuyer les États-Unis plus fermement que nous ne l'avons fait dans le passé.

● (4.00 p.m.)

Certes, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) nous a dit que nous souscrivions à la politique américaine au Vietnam du Sud, mais à cause d'un certain événement survenu à Philadelphie, les dépêches parues dans les journaux et diffusées par la Société Radio-Canada donnent à nombre d'Américains l'impression que l'appui du Canada est loin d'être enthousiaste à cet égard. (*Applaudissements*)

Certains Canadiens sont contre la politique américaine au Vietnam du Sud et il en va probablement de même de certains députés, mais l'ensemble du pays y est favorable.

M. Prittie: Non.

M. Nesbitt: L'honorable député de Burnaby-Richmond (M. Prittie) s'oppose à cette affirmation. J'avance que les membres de son parti et lui-même ont droit à leur opinion. Mais je crois que la majorité des Canadiens appuient la politique des États-Unis au Vietnam et que le premier ministre devrait réaffirmer cet appui d'une façon claire et nette. Les Américains qui habitent près de la frontière canadienne et qui peuvent écouter Radio-Canada sont forcés d'en venir à certaines conclusions très embarrassantes pour

nous, il me semble. Que Radio-Canada est une création du Parlement et non du gouvernement, cette astuce leur échappe. Ils croient entendre sur les ondes les points de vue du gouvernement. Nous savons qu'il n'en est rien. Mais quand jour après jour Radio-Canada ne donne qu'un côté de la médaille dans ses programmes d'affaires publiques et les opinions de M. Minifie et d'autres personnes qui pensent comme lui aux États-Unis, les auditeurs sont portés à tirer une certaine conclusion.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont indiqué de façon positive qu'elles appuyaient les États-Unis dans cette affaire et j'estime qu'il est temps que le gouvernement exprime sans équivoque sa position au sujet du Vietnam en mettant les points sur les «i».

Je sais que certains Canadiens sont d'avis que tout marcherait mieux si les États-Unis se retiraient du Vietnam. La situation dans ce pays ne les regarde nullement, disent-ils. Mais, sauf erreur, il a été signalé à maintes reprises, même par le premier ministre lui-même, que si on adoptait une telle ligne de conduite, la prochaine victime serait vraisemblablement la Thaïlande et ce serait peut-être ensuite le tour de la Malaisie, de la Birmanie, des Philippines et ainsi de suite. Le genre de guerre qui se poursuit dans le Vietnam du Sud est le vieux jeu du salami. La guerre par infiltration de troupes est tout aussi efficace qu'une attaque directe et la nouvelle façon communiste de faire la guerre consiste à s'infiltrer, à employer des moyens subversifs et ainsi de suite. Nous en avons eu la preuve à la Chambre encore aujourd'hui. Les événements de 1939 auraient sûrement dû nous servir de leçon. J'étais étudiant à l'époque et je me souviens très bien que bon nombre d'universitaires, de professeurs, d'ecclésiastiques et d'hommes politiques étaient d'avis que nous ne devions pas empêcher Hitler de pénétrer en Rhénanie. Il s'était déjà emparé de l'Autriche et du pays des Sudètes, mais il n'était tout de même pas si terrible; il avait fait construire d'excellentes routes en Allemagne et, si on lui permettait seulement de prendre une autre bouchée, il s'estimerait satisfait.

C'était l'attitude de bon nombre de gens en 1939. Cependant, certains documents auxquels nous avons eu accès par la suite révèlent que si nous avions agi en premier lieu, que si la Franche avait agi en 1936 alors qu'Hitler pénétrait dans la Rhénanie, la seconde Grande Guerre n'aurait jamais eu lieu. Nous avons apparemment la mémoire courte. Je comprends que les étudiants nés depuis la guerre ne se souviennent pas des événements de la fin des années 30. Mais plusieurs d'entre nous s'en souviennent encore et nous

[M. Nesbitt.]